

Zambie / Présidentielle: L'opposition appelle le président Lungu à concéder la défaite

Page 25

VERSION

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 16 août 2021

N°1704 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Haïti en deuil Au moins 700 morts suite au séisme

Page 23



La CEDEAO veut réglementer l'orpaillage en Afrique de l'Ouest

Page 22



"Médecins sans frontières" quitte l'ouest du Cameroun

Page 18

TCHAD

Des éléments des forces de sécurité arrêtés pour avoir pris part aux affrontements du Hadjer Lamis

Le conflit qui a opposé des cultivateurs à des éleveurs est lié à un différend autour d'un terrain agricole qui ne dépasse pas la superficie d'un hectare.



Deux éléments des forces de défense et de sécurité ont été arrêtés après avoir pris part samedi 7 aout au conflit intercommunautaire meurtrier dans la province du Hadjer Lamis, a annoncé le ministre de la Sécurité publique et de l'Immigration, Souleyman Abakar Adam.

Au moins 21 morts et une vingtaine de blessées dans les affrontements qui se sont déroulés dans le canton Moyto situé dans le département de Ngoura, selon les autorités. Le théâtre des affrontements est situé à une quinzaine de kilomètres au Nord-Est de la ville de Bokoro.

«Nous avons procédé à l'arrestation immédiate de tous les instigateurs notables et leurs complices, et de deux éléments des forces de l'ordre ayant participé au combat entre deux communautés. Nous avons procédé à l'arrestation immédiate de tous les détenteurs d'armes à feu», a détaillé Souleyman Abakar Adam qui s'est rendu sur les lieux du conflit accompagné d' une délégation comprenant deux autres membres du gouvernement.

Le conflit qui a opposé les cultivateurs aux éleveurs est lié à un différend autour d'un terrain agricole. Des belligérants ont fait usage d'armes de guerre dans les affrontements qui ont duré plusieurs heures.

Les autorités ont ordonné à la justice locale de «juger rapidement avec la procédure d'urgence pour le transfèrement vers des prisons de haute sécurité».

Une force «conséquente» a été déployée pour sécuriser la zone et veiller à la sécurité des personnes. Le terrain conflictuel sera inutilisable par les deux communautés jusqu'à nouvel ordre.

Nang-yanan Raoul

SOMALIE / KENYA

Conflit maritime Somalie/Kenya : La somalie compte toujours sur la décision de la Cour internationale de justice

La Somalie a maintenu que le différend maritime avec le Kenya sera tranché par la Cour internationale de justice. Cette décision a été dévoilée dimanche 8 aout lors de la première visite officielle de la ministre kényane des Affaires Étrangères, Raychelle Omamo dans le pays selon Hiiraan Online.



Le Premier ministre Roble a été invité au Kenya par le président Kenyatta

Dans une déclaration à l'issue de la réunion bilatérale entre les deux personnalités, le Premier ministre somalien Mohamed Roble a déclaré que le gouvernement somalien réaffirme que la décision sur le différend maritime appartient à la Cour de justice internationale et attendra son verdict. Le Kenya a fait pression pour des négociations politiques dans le différend contre la voie de la CIJ, rappelle Hiiraan Online. Selon le porte-parole du Premier ministre Roble, Mohamed Moalimuu, les deux dirigeants ont également discuté du renforcement des relations diplomatiques entre le Kenya et la Somalie. « Le ministre a remis une invitation officielle du président kenyan Uhuru Kenyatta au Premier ministre Roble, qu'il a acceptée. La Somalie et le Kenya entretiennent des relations historiques de longue date, notamment diplomatiques, sécuritaires et économiques », a déclaré Moalimuu dans un communiqué.

Assistance technique de l'UA

Les relations entre les deux États ont été glaciales ces dernières années, avec des contre-accusations pour ingérence dans les affaires intérieures, intégrité territoriale sur le différend maritime de l'océan Indien. Le 19 juillet, le Kenya avait demandé à la Commission de l'UA d'offrir une assistance technique concernant les questions frontalières avec la Somalie par le biais d'une note verbale à la commission continentale. Un communiqué du ministère somalien des Affaires étrangères, que Hiiraan Online a eu connaissance, a souligné que les deux ministres «ont souligné l'importance de prendre des mesures concrètes pour montrer le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique, qui sont la pierre angulaire des relations entre les deux pays».

Pierre Oued.

SOCIÉTÉ

Togo, Cameroun et Côte d'Ivoire champions africains de la consommation de vin

Selon une étude réalisée en Afrique par le cabinet Sagaci Research, le Togo, le Cameroun et la Côte d'Ivoire occupent les trois premières places du podium africain pour la consommation de vin, rapporte RFI. D'une manière générale, l'Afrique de l'Ouest apprécie le vin, tandis que l'Afrique de l'Est préfère plutôt le whisky.



Selon l'étude, la consommation du vin est un héritage des colonisations française et britannique



L'étude conduite sur l'ensemble du continent par le cabinet Sagaci Research montre que 26% des Togolais boivent au moins un verre de vin par mois. En deuxième position, Les Camerounais suivent de près avec 25% devant les Ivoiriens avec 23%. Selon RFI, L'Afrique francophone consomme davantage de jus de la treille que l'Afrique anglophone. Selon Julien Garcier, cofondateur du cabinet Sagaci Research,cité par notre source, il faut y voir un héritage colonial. « Dans les données, c'est très clair. On a suivi dans notre étude la part de la population adulte qui avait consommé du vin lors des quatre dernières semaines, et quand vous regardez, tous les pays qui sont en tête de liste en termes de consommation sont quasiment tous des pays francophones d'Afrique de l'Ouest », explique-t-il.

Au Kenya et dans les pays anglophones, le vin est considéré comme une boisson de femme et le whisky une boisson d'hommes, à l'inverse de ce que l'on constate en Afrique

La suite à la page 5

CAMEROUN

La suite de la page 4

francophone. Là encore l'héritage colonial est présent. « On a vu dans notre étude que les pays pour lesquels la consommation de la part des femmes était la plus importante étaient le Zimbabwe en tête, suivi de peu par le Kenya, et ensuite, même un pays qui a une culture de consommation de vins comme l'Afrique du Sud, on voit que les femmes sont sur-consommatrices par rapport aux hommes », souligne Julien Garcier. D'une façon globale, les Africains boivent encore bien moins de vin que les Européens ou les Américains, mais la tendance est à la hausse. Il faut aussi y voir les failles de la réglementation antialcoolisme, moins contraignante qu'ailleurs. Pour les publicitaires et les distributeurs de spiritueux en Afrique souvent tout est permis. C'est en quelque sorte « open-bar ».

Oumou Konaté

106 établissements scolaires clandestins suspendus

A quelques semaines de la rentrée scolaire, la traque aux établissements scolaires clandestins est en cours au Cameroun. Une centaine de collèges privés viennent d'être suspendus, menant leurs activités dans l'illégalité dans 6 des 10 régions du pays.

Les établissements scolaires suspendus pour la plupart n'avaient pas obtenu, des autorités compétentes, ni arrêté de création encore moins celui d'ouverture selon VOA Afrique. Les parents d'élèves, à Yaoundé, se disent soulagés par cette décision de la ministre des enseignements secondaires. Selon eux, cela va permettre aux parents de ne plus dépenser sur les écoles clandestines. Sauf qu'au Cameroun, il n'existe pas un site gouvernemental où l'on peut consulter la liste des établissements scolaires privés homologués. En tout 106 collèges sont sous le coup de la mesure de suspension depuis que la traque au promoteurs d'établissements clandestins a été lancée par la brigade nationale de contrôle des établissements privés. Selon



La prochaine rentrée scolaire se prépare activement au ministère de l'enseignement au Cameroun

La suite à la page 6

KENYA

La suite de la page 5

notre source, en consultant la liste des 106 établissements scolaires, un bon nombre avaient déjà dispensé des enseignements pendant au moins une année scolaire. «Dès que ces établissements se conforment, ils sont censés rouvrir, il s'agit d'une mesure suspensive», précise Gérard Essama Ndongo, chef de ladite brigade logée au ministère des enseignements secondaires.

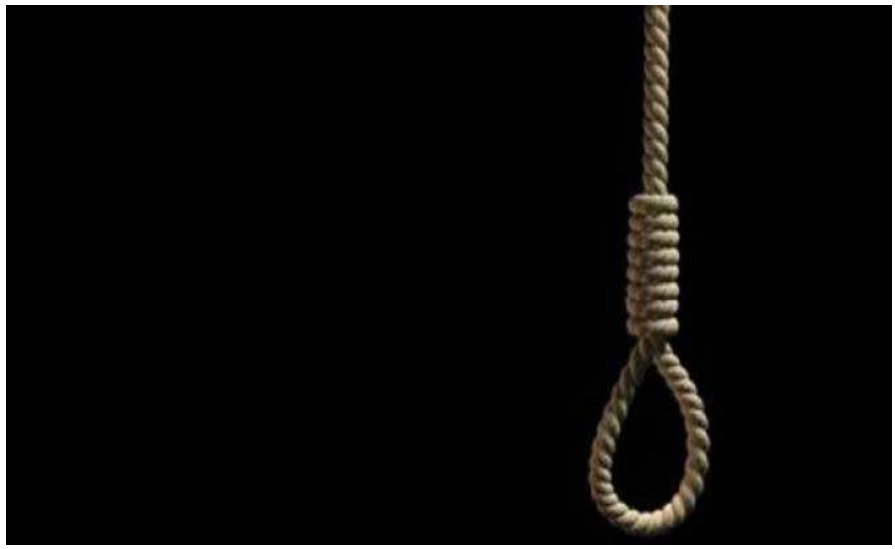
Certains promoteurs épinglés ont déjà entrepris de se conformer au décret de 2004 qui organise le fonctionnement de l'enseignement secondaire privé au Cameroun.

D'après le ministère des enseignements secondaires, les villes de Douala et Yaoundé concentrent le plus grand nombre d'établissements scolaires clandestins au Cameroun. En rappel, un arrêté du ministre de l'enseignement secondaire signé le 29 juillet 2021 a ordonné la fermeture de 106 établissements secondaires. La ville de douala compte à elle seule 58 écoles concernées soit plus de la moitié des établissements interdits d'exercer pour le compte de la prochaine année académique.

Oumou Konaté

L'inquiétude grandit au Kenya après une augmentation alarmante des cas de suicide

Le Kenya est de plus en plus alarmé par une augmentation choquante du nombre de cas de suicide dans le pays. Près de 500 personnes se seraient suicidées au cours des trois mois précédant juin de cette année, soit plus que pour l'ensemble de 2020, selon la police kényane.



La plus jeune personne à s'être suicidée avait neuf ans ; le plus âgé 76. Les 483 décès enregistrés au cours de la période représentent une augmentation marquée par rapport à la moyenne annuelle d'environ 320 cas, a rapporté le ministère de la Santé .George Kinoti, chef de la direction des enquêtes criminelles de la police, a déclaré au journal The Guardian que «Nous n'avons jamais enregistré un nombre aussi élevé de suicides auparavant et cela est non seulement alarmant mais appelle à des mesures correctives urgentes.» Aucune raison n'a été donnée pour l'augmentation par les autorités kényanes, mais un rapport publié en juin par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a souligné que les problèmes financiers, rupture d'une relation ou douleur et maladie chroniques sont

La suite à la page 7

KENYA

La suite de la page 6



La mauvaise santé mentale et les notions «déformées» de la masculinité sont parmi les raisons évoquées pour une augmentation de près de 50%.

entre autres causes . Il a ajouté qu'en 2019, «plus de 77% des suicides dans le monde se sont produits dans des pays à revenu faible et intermédiaire».

Un taux en augmentation

L'année dernière, la Commission nationale kenyane des droits de l'homme (KNCHR) a déclaré que 1 442 Kenyans ont tenté de se suicider entre 2015 et 2018, ce qui, selon elle, était des chiffres prudents, car seule une fraction des cas a été signalée.L'organisation a lié l›augmentation des cas à une mauvaise santé mentale causée par une rupture des garanties socio-économiques, affirmant qu›il s›agissait du « dernier recours et de la voie d›évasion pour les personnes ayant des besoins de santé mentale non traités ». «La recherche a montré que les déterminants structurels de la mauvaise santé mentale tels que l›extrême pauvreté, le manque d›accès aux opportunités d›autonomisation et la discrimination augmentent la probabilité que les individus se suicident», a déclaré le KNHCR. « Malheureusement, les mesures de prévention du suicide au Kenya n›ont souvent pas réussi à s›attaquer à ces causes profondes et ont plutôt intégré moins d›approches efficaces, y compris des mesures punitives. » Les données de la Banque mondiale évaluent les taux de mortalité par suicide au Kenya à 6,1 personnes sur 100 000, les hommes étant dans la catégorie à risque le plus élevé, avec 9,1 hommes sur 100 000 touchés.

K.Fiakofi

Le réchauffement de la planète s'accélère à un rythme "sans précédent , alerte l'ONU

L'humanité connaîtra des conditions météorologiques plus extrêmes dans les années à venir et elle subira les conséquences de l'élévation du niveau de la mer et de la fonte des glaces arctiques, ont déclaré des scientifiques du monde entier dans un rapport crucial de l'ONU sur le climat.

Le rapport alarmant d'un groupe scientifique de l'ONU, publié lundi dernier a qualifié les changements climatiques de «sans précédent», a ajouté qu'il est «sans équivoque» que les humains sont à blâmer, et a plaidé en faveur de réductions drastiques des émissions afin de maintenir le cap température mondiale en deçà des limites fixées par l'Accord de Paris de 2015. «L'ampleur des changements récents dans

La suite à la page 8

ENVIRONNEMENT

La suite de la page 7



Sans l'aide de la nature, la Terre serait déjà un endroit beaucoup plus chaud et moins hospitalier

l'ensemble du système climatique et l'état actuel de nombreux aspects du système climatique sont sans précédent depuis des siècles voire des milliers d'années», indique le rapport publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Une température en constante augmentation

La température moyenne de la surface de la Terre devrait atteindre 1,5 °C (2,7F) ou 1,6 °C (2,9F) au-dessus des niveaux préindustriels vers 2030 dans les cinq scénarios d'émissions de gaz à effet de serre allant de très optimiste à imprudent considérés par le rapport.Au milieu du siècle, le seuil de 1,5°C (2,7°F) aura été dépassé dans tous les domaines, d'un dixième de degré le long de la voie la plus ambitieuse et de près d'un degré entier à l'extrême opposé.Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a qualifié l'évaluation du GIEC de « code rouge pour l'humanité ». «Ce rapport doit sonner le glas du charbon et des combustibles fossiles, avant qu'ils ne détruisent notre planète», a-t-il déclaré dans un communiqué. «Les pays devraient également mettre fin à toute nouvelle exploration et production de combustibles fossiles et transférer les subventions aux combustibles fossiles vers les énergies renouvelables.» Depuis environ 1960, les forêts, le sol et les océans ont absorbé 56 pour cent de tout le dioxyde de carbone que l›humanité a rejeté dans l›atmosphère alors même que ces émissions ont augmenté de moitié.

Mis en garde

Le rapport comprend plus de données que jamais sur le méthane (CH4), le deuxième gaz à effet de serre le plus important après le CO2, et avertit que le fait de ne pas réduire les émissions pourrait saper les objectifs de l'Accord de Paris.Les sources d'origine humaine se répartissent grosso modo entre les fuites de la production de gaz naturel, les mines de charbon et les décharges d'un côté, et la manutention du bétail et du fumier de l'autre.Le GIEC met en garde contre les changements brusques, « à faible probabilité et à fort impact » dans le système climatique qui, lorsqu'ils sont irréversibles, sont appelés points de basculement.« Des réponses brusques et des points de basculement du système climatique… ne peuvent pas être exclus », indique le rapport.

K.Fiakofi

ETHIOPIE

Conflit au Tigré : Le Premier ministre éthiopien exhorte les civils à rejoindre les forces armées

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a exhorté mardi dernier tous les citoyens éligibles à rejoindre les Forces de défense nationale éthiopiennes (ENDF) et ses forces et milices régionales alliées pour lutter contre les rebelles tigréens.



Abiy Ahmed lance un appel à tous les civils éligibles à montrer leur patriotisme au milieu des combats avec les forces tigréennes



Le TPLF a poussé à l›est dans l›Afar voisin et au sud dans la région d›Amhara

Alors que les rebelles TPLF ont annoncé la prise de plusieurs villes dans le Tigré, le Premier ministre a exhorté les soldats éthiopiens, les forces spéciales régionales et les milices à prendre des mesures militaires énergiques pour détruire «la trahison des puissances internes et étrangères».Il n'était pas immédiatement clair à quelles puissances étrangères le gouvernement éthiopien faisait référence. Cependant, certains responsables éthiopiens ont accusé les puissances occidentales de deux poids deux mesures à propos du conflit du Tigré. Le 29 juin, Addis-Abeba a officiellement accusé la communauté internationale de répondre par un « silence de mort » à la belligérance du Front populaire de libération du Tigré (TPLF), selon Nation Africa.»Un double standard clair semble être en jeu dans le silence envers le harcèlement et la belligérance manifeste du TPLF», a déclaré le porte-

La suite à la page 10

SANTÉ

La suite de la page 9

parole du Premier ministre éthiopien, Billen Seyoum. Dans un communiqué publié mardi, le gouvernement éthiopien a accusé le groupe rebelle tigréen de «collusion avec des ennemis internes et externes» pour désintégrer la nation.

Avancée des rebelles

L'appel national intervient alors que les combattants du TPLF continuent d'avancer plus loin dans les régions voisines d'Amhara et d'Afar, remportant des victoires territoriales.Il y a quelques jours, les combattants du TPLF ont pris le contrôle de la ville de Lalibela, une destination touristique majeure dont les célèbres églises creusées dans le roc sont un site du patrimoine mondial des Nations Unies.Après la chute de Lalibela aux mains du TPLF, le gouvernement américain a appelé les combattants tigréens à protéger le patrimoine culturel de la ville.Le conflit dans la région du nord du Tigré en Éthiopie a éclaté en novembre dernier après que le gouvernement du Premier ministre Abiy a accusé le TPLF d'avoir mené des attaques contre une base de l'armée nationale dans la région.

K.Fiakofi

L'OMS va tester le paludisme et les médicaments contre l'arthrite comme traitements contre le COVID

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) testera trois nouveaux médicaments comme traitements potentiels pour les personnes hospitalisées atteintes de COVID-19 sévère.

Les trois traitements artésunate, imatinib et infliximab ont été sélectionnés par un panel d'experts indépendants pour leur potentiel à réduire le risque de décès chez les patients hospitalisés. L'artésunate est actuellement utilisé pour le paludisme grave selon l'OMS , l'imatinib pour certains cancers et l'infliximab pour les maladies du système immunitaire telles que la maladie de Crohn et la polyarthrite rhumatoïde.»Trouver des traitements plus efficaces et accessibles pour les patients



La recommandation de l'OMS intervient alors que des pays en développement luttent contre de nouvelles vagues dévastatrices du virus

La suite à la page 11

SANTÉ

La suite de la page 10



Tocilizumab est habituellement utilisée dans le traitement de la polyarthrite rhumatoïde, a maintenant été recommandée pour les patients COVID-19 gravement malades

atteints de COVID-19 reste un besoin critique, et l'OMS est fière de diriger cet effort mondial», a déclaré le directeur général de l›OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un communiqué. L'OMS a achevé la première phase des essais dits de solidarité l'année dernière, travaillant avec des pays du monde entier pour trouver des traitements efficaces contre le nouveau coronavirus et évaluer leur effet sur la mortalité, même minime.Quatre médicaments ont déjà été évalués par l›essai avec des résultats montrant que le remdesivir , l'hydroxychloroquine, le lopinavir et l'interféron avaient peu ou pas d'effet sur les personnes admises à l'hôpital avec COVID-19.

La recommandation intervient alors que des pays du monde entier, dont l'Afrique du Sud, l' Indonésie et le Bangladesh, luttent contre de nouvelles vagues dévastatrices du virus alimentées par la variante Delta qui est apparue pour la première fois en Inde. Un effort est déjà en cours à l'Organisation mondiale du commerce pour supprimer les protections par brevet sur les vaccins COVID-19 afin d'améliorer l'accès pour les pays les plus pauvres, et des appels sont lancés pour lever les obstacles à la propriété intellectuelle sur les médicaments essentiels au traitement efficace des coronavirus graves.Suite à la recommandation de l'OMS, Médecins sans frontières (connu sous ses initiales françaises, MSF) a exhorté la firme pharmaceutique Roche à baisser le prix du médicament pour le rendre abordable et accessible, et à partager le savoir-faire, les lignées cellulaires maîtresses et la technologie pour permettre à d'autres fabricants à travers le monde de fabriquer le médicament aussi.»Ce médicament pourrait devenir essentiel pour traiter les personnes atteintes de cas critiques et graves de COVID-19 et réduire le besoin de ventilateurs et d'oxygène médical qui sont des ressources rares dans de nombreux endroits», a déclaré Julien Potet, conseiller politique sur les maladies tropicales négligées à la campagne d'accès de MSF. dans un rapport.

K.Fiakofi

Source:Aljazeera.

NIGER

Les violences djihadistes font 420 morts depuis le début de 2021

Plus de 420 civils ont été tués dans des attaques djihadistes dans l'ouest du Niger cette année et des dizaines de milliers de personnes ont fui leurs maisons, a déclaré mercredi Human Rights Watch (HRW).



Les civils sont régulièrement pris pour cible par les djihadistes

Dans un rapport, Human Rights Watch raconte les atrocités commises par les djihadistes contre les populations civiles dans l'ouest du Niger. « Des groupes islamistes armés semblent mener une guerre contre la population civile dans l'ouest du Niger », a déclaré à Eyewitness News Corinne Dufka, directrice de HRW pour le Sahel.»Ils ont tué, pillé et brûlé, laissant la mort, des vies brisées et la destruction dans leur sillage», a-t-elle ajouté dans le communiqué de HRW.Les groupes ont également détruit des écoles et des églises et imposé des restrictions sur la base de leur interprétation sévère de l'islam, a déclaré le groupe de défense des droits.



Des groupes armés islamistes ont tué plus de 420 civils et provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes lors d'attaques perpétrées dans l'ouest du Niger

Neuf attaques documentées par HRW ont eu lieu entre janvier et juillet dans des villes et villages des régions occidentales de Tillabéri et Tahoua. « Depuis 2019, cette zone a connu une augmentation spectaculaire des attaques contre des cibles militaires et, de plus en plus, contre des civils par des groupes islamistes armés

La suite à la page 13

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 12

alliés à l'État islamique et, dans une moindre mesure, à Al-Qaïda », a déclaré HRW dans son rapport.

Parmi les personnes tuées figuraient des chefs de village, des imams, des personnes handicapées et de «nombreux enfants», certains exécutés après avoir été arrachés des bras de leurs parents, relate le rapport. Les personnes qui commettent de graves violations des lois de la guerre, y compris des exécutions sommaires et des actes de torture, peuvent être poursuivies pour crimes de guerre », a déclaré HRW. « Le gouvernement du Niger a l'obligation d'enquêter et de poursuivre de manière appropriée les crimes de guerre présumés commis sur son territoire. Selon les chiffres officiels, 307 civils ont été tués dans la région occidentale entre janvier et mars de cette année. Des atrocités ont également été commises dans le sud-est du Niger par des djihadistes nigérians de Boko Haram et de la province de l'État islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWAP).

K.Fiakofi

Source: ewn.co.za

Cyril Ramaphosa a reconnu une corruption endémique sous Jacob Zuma

L'actuel président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a reconnu une corruption d'Etat endémique sous la présidence de son prédécesseur, Jacob Zuma, affirmant n'avoir pas démissionné de son poste de vice-président, à l'époque, pour tenter de résister à ce fléau, indique le journal Le Monde.

Cyril Ramaphosa a tenu ses propos mercredi 11 août 2021, lors de son témoignage devant la commission qui enquête sur le pillage des caisses de l'Etat sous la présidence Zuma (2009-2018), qui avait pris fin prématurément en raison de l'ampleur du scandale. M. Ramaphosa était son vice-président depuis 2014, avant de lui succéder en février 2018, précise le Monde. « Alors qu'il devenait de plus en plus évident », notamment via un rapport accablant de la médiatrice du pays en 2016 puis des révélations de presse, « qu'un réseau d'individus



Ramaphosa a justifié d'avoir évité le conflit avec Zuma pour ne pas être limogé

La suite à la page 14

La suite de la page 13



était apparemment de connivence avec de hauts fonctionnaires pour occuper des postes et s'emparer d'institutions clés », M. Ramaphosa a raconté avoir eu « cinq options possibles » : « démissionner, dénoncer, acquiescer et encourager, rester et garder le silence, ou rester et résister », a-t-il énuméré. Il a finalement décidé de rester « pour résister à certains des abus de pouvoir les plus flagrants ».

Guptagate

Pour Cyril Ramaphosa, s'il avait démissionné, cela « aurait considérablement réduit sa capacité à contribuer » à limiter la corruption au plus haut niveau, a-t-il plaidé, toujours selon la même source. De nombreuses critiques lui reprochent d'ailleurs d'être lent ou impuissant face à ce fléau alors qu'il avait promis de combattre en arrivant au pouvoir. A quelques mois d'élections locales test pour le Congrès national africain (ANC), parti historique qu'il préside aussi, cette attitude conciliante envers cette commission, marque en effet, sa différence avec M. Zuma. Le rapport dit du « Guptagate », en 2016, à l'origine du vaste scandale financier, détaillait comment une fratrie d'hommes d'affaires d'origine indienne, les Gupta, avaient remporté de lucratifs contrats publics et imposé la nomination de certains ministres pour favoriser leurs intérêts. A l'issue de ses travaux, fin septembre, la commission pourra transmettre ses conclusions au parquet pour d'éventuelles poursuites.

Pierre Oued.

Source : Journal Le Monde

Affaire Bolloré-PAD : 9e victoire judiciaire pour Douala International Terminal

Le tribunal administratif du Littoral s'est déclaré compétent pour juger la requête du consortium APM TERMINALS BV/BOLLORE SA, demandant l'annulation des décisions du conseil d'administration du Port autonome de Douala (PAD), créant la Régie du Terminal à conteneurs du port de Douala, le 05 août 2021.

Dans l'affaire opposant le Port autonome de Douala (PAD) au consortium APM/ Bolloré, le consortium APM/ Bolloré a remporté sa 9è victoire judiciaire dans cette affaire où le PAD a demandé au tribunal administratif du Littoral de se déclarer incompétent pour la juger,

La suite à la page 15

La suite de la page 14



Le port de Douala, désormais convoité par des multinationales à travers le monde

a indiqué Financial Afrik. L'affaire est renvoyée au 02 septembre 2021. Il convient de préciser que Douala International Terminal (DIT), filiale du groupe APM/Bolloré, a assuré l'exploitation du terminal à conteneurs du port de Douala entre 2015-2019. En décembre 2019, le port de Douala met fin au contrat de concession de DIT sur son terminal à conteneurs, voulant la confier à la société suisse Terminal Investments Limited, au terme d'un appel d'offres. Procédure que conteste l'ancien concessionnaire.

De même, DIT conteste les procédures de partage des frais de stationnement jusqu'en 2018. Depuis, 9 décisions judiciaires ont été rendues, toutes favorables à DIT. Cet imbroglio judiciaire n'a toutefois pas empêché le port autonome de poursuivre ses activités avec la création d'une régie déléguée.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

Six paramilitaires soudanais condamnés à mort, pour meurtre de manifestants

Un tribunal soudanais a condamné à mort six membres d'une force paramilitaire redoutée, jeudi dernier, pour avoir tué six manifestants en 2019 lors des manifestations contre les pénuries de nourriture et de carburant.

Les manifestants, dont quatre écoliers, ont été abattus en juillet 2019 dans la ville d'Al-Obeid au Nord Kordofan, déclenchant l'indignation dans tout le Soudan. Quelques jours plus tard, 9 membres de l'unité paramilitaire des Forces de soutien rapide (RSF) ont été arrêtés. Lors de leur procès jeudi, diffusé sur Sudan TV, le juge Mohamed Rahma a condamné à mort



Le groupe paramilitaire est issu de milices arabes "Janjaweed" déployées par le gouvernement de Bashir pour écraser une rébellion en 2019

La suite à la page 16

SOUDAN

La suite de la page 15



6 des accusés, acquitté 2 autres et renvoyé 1 devant un tribunal pour mineurs, car il avait moins de 18 ans. Rahma a déclaré à l'agence Suna que les actions des 6 personnes jugées coupables étaient «inutiles» et «n'étaient pas à la hauteur» des prétendues provocations verbales des manifestants lors de la manifestation dite pacifique. Au Soudan, les condamnations à mort sont généralement exécutées par pendaison. Les 6 condamnés à mort peuvent faire appel de la décision. Les familles des victimes ont exigé des « représailles » pour les meurtres commis lors du procès. Le RSF a été formé en 2013, sous l'ex président Omar el-Béchir, qui a été renversé en avril 2019, à la suite de manifestations de masse contre son régime.

Des manifestations hostiles au régime de l'ancien président, Béchir

Le groupe paramilitaire est issu de milices arabes "Janjaweed" déployées par le gouvernement pour écraser une rébellion des minorités ethniques dans la région occidentale du Darfour en 2003. Le RSF est dirigé par Mohamed Hamdan Daglo, connu sous le nom de Hemeti, actuellement membre éminent de la junte militaire au pouvoir. Un mouvement de protestation a longtemps blâmé les RSF pour la violence meurtrière contre les manifestants, y compris la rupture, en juin 2019, d'un sit-in de masse à Khartoum. En juin 2019, des hommes armés, en treillis, ont pris d'assaut le site et lancé une répression de plusieurs jours qui a fait au moins 128 morts, selon des médecins liés au mouvement de protestation. Les généraux au pouvoir au Soudan, à l'époque, ont nié avoir ordonné la dispersion sanglante et appelé à une enquête sur l'incident.

K.Fiakofi

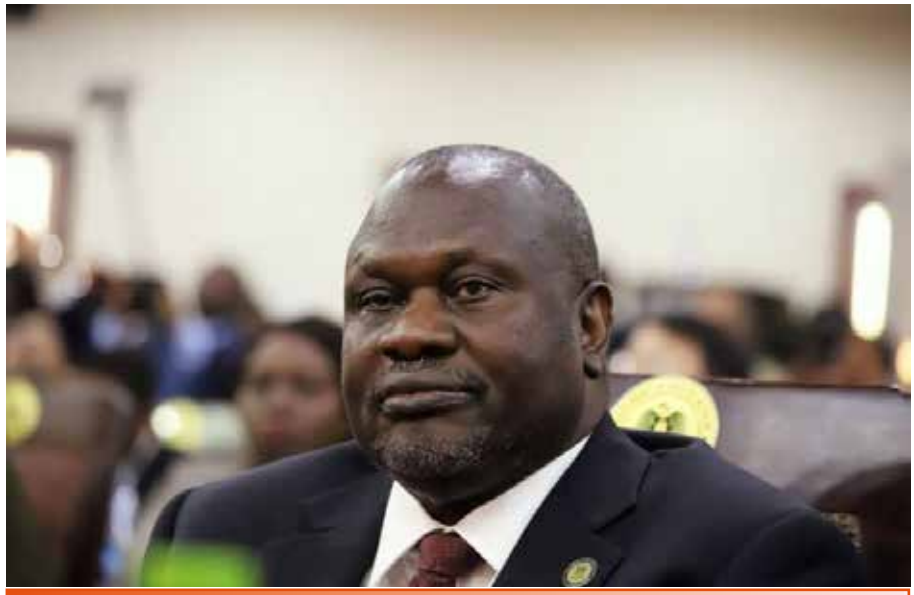
SOUDAN DU SUD

Les factions rivales du parti de Riek Machar s'entre-déchirent au Soudan du Sud

Des combats meurtriers ont éclaté entre les factions rivales de la SPLA-IO du vice-président sud-soudanais, Riek Machar. D'après un communiqué de son porte-parole militaire.



Des affrontements meurtriers entre groupes rivaux au sein du parti du vice-président



Riek Machar nie les allégations de ses rivaux sur sa destitution de la tête du parti, SPLA-IO

Les affrontements ont éclaté samedi, selon l'agence Suna, après que les rivaux de Machar ont déclaré l'avoir destitué de la tête du parti et de ses forces militaires. Les forces armées, dirigées par un général rival du parti, Simon Gatwech Dual, avaient lancé une attaque contre les hommes de Machar qui ont « repoussé les agresseurs », a déclaré le porte-parole du colonel Lam Paul Gabriel. Les forces de l'APLS-IO de Machar ont tué deux généraux de division et au moins 27 soldats « ennemis », alors qu'elles ont perdu trois hommes, a-t-il ajouté. Les dirigeants de l'aile militaire du SPLM/A-IO de Machar ont déclaré mercredi qu'ils avaient déposé le rebelle, devenu politicien, pour n'avoir pas représenté leurs intérêts. Les combats pourraient mettre la pression sur le fragile accord de partage du pouvoir de 2018 entre Machar et son ancien ennemi, le président Salva Kiir. Les alliés de Machar ont rejeté vendredi la tentative de destitution qualifiée par eux de « coup d'État raté », insistant sur le fait

La suite à la page 18

La suite de la page 17

que Machar contrôlait toujours pleinement le parti.

Une opposition grandissante

Machar a accusé cette semaine des « saboteurs de la paix » d'avoir organisé son retrait. L'homme de 68 ans, un chef rusé qui a survécu à des années de guerre de brousse, à des attentats contre sa vie et à des périodes d'exil, a été vice-président, aux côtés de Salva Kiir, dans le premier gouvernement après l'indépendance du Soudan en 2011. Mais le duo s'est brouillé et Machar a été limogé deux ans plus tard. Les troupes fidèles à chaque homme se sont retournées les unes contre les autres et le Soudan du Sud a sombré dans cinq années de guerre civile. Ces tensions politiques interviennent dans un contexte de profonde crise économique, avec un niveau d'insécurité alimentaire et de malnutrition extrêmement élevé. Selon un rapport de la Banque mondiale, en avril 2021, 82 % des 11 millions d'habitants sont pauvres. Vendredi, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a indiqué que 90 000 personnes ont été affectées par des inondations au Soudan du Sud, aggravant la situation humanitaire déjà très dégradée.

K. FIAKOFI

"Médecins sans frontières" quitte l'ouest du Cameroun

Les populations de l'extrême Nord-ouest du Cameroun sont confrontées, au quotidien, aux violences liées au conflit, doublées d'une extrême pauvreté et d'un climat imprévisible. Médecins Sans Frontières (MSF), jusque-là, a continué d'aider les déplacés, réfugiés et communautés hôtes vulnérables dans les zones du pays affectées par le conflit et la violence.



MSF suspendu au cameroun

Selon Allafrica, après près de huit mois de suspension par les autorités camerounaises, l'organisation médicale humanitaire, Médecins Sans Frontières (MSF), a été contrainte de retirer ses équipes de la région du Nord-Ouest du pays. Une zone durement touchée par des années de violences armées entre forces de sécurité et groupes armés séparatistes. Les autorités camerounaises ont accusé le groupe d'aider les séparatistes dans la région anglophone du pays. Une accusation que le groupe a fermement démentie.

La suite à la page 19

CAMEROUN

La suite de la page 18

Notre source explique que le conflit a commencé sérieusement après que le gouvernement du président Biya eut répondu à une première protestation industrielle contre la marginalisation perçue des Anglophones minoritaires dans le pays, avec une répression militaire en 2017. Mais depuis lors, de nombreux groupes de milices ont germé et engagent l'armée du pays dans un conflit sanglant. Les groupes font pression pour la sécession des Anglophones et la création d'un pays indépendant, Ambazonia, en l'occurrence.

Selon les organisations humanitaires, plus de 3 500 personnes ont été tuées, plus de 712 000 contraintes de fuir leurs foyers à cause du conflit et 67 000 autres ont traversé la frontière et vivent comme réfugiés au Nigeria.

Depuis 2018, MSF est l'une des rares ONG internationales à offrir des soins médicaux gratuits aux communautés de la région anglophone du Nord-Ouest. Il gérait le seul service d'ambulance gratuit 24h/24 et 7j/7 dans ladite région. Chaque année, des dizaines de milliers de patients bénéficient de son soutien, dans une région où l'accès aux soins a été considérablement réduit par la violence armée.

Allafrica ajoute qu'en 2020, jusqu'à la suspension de ses opérations, le 8 décembre, les équipes de MSF dans la région du Nord-Ouest ont soigné 180 survivantes des violences sexuelles, assuré 1 725 consultations de santé mentale, effectué 3 272 interventions chirurgicales et transporté 4 407 patients en ambulance dont 1 000 au moins étaient des femmes sur le point d'accoucher.

Les agents de santé communautaires, soutenus par MSF, ont assuré 42 578 consultations, principalement pour des maladies telles que le paludisme, la diarrhée et les infections des voies respiratoires. Le personnel médical de MSF a également soigné les victimes directes de la violence armée dans la région, conformément aux principes du droit international humanitaire, à l'article 3 commun aux Conventions de Genève et à l'éthique médicale, a rapporté notre source.

Fatimata COMPAORE

Des entrepreneurs camerounais prônent "consommer local" pour diversifier l'économie

Au Cameroun, de jeunes entrepreneurs travaillent à booster et à diversifier l'économie locale, marquée par un important taux d'importation. Pour ce faire, ils encouragent à consommer local, le "made in Cameroun".

A l'image de toute l'Afrique, l'économie de la région centrale est également très dépendante des importations. Cependant, le Cameroun tente de booster son économie en encourageant la population à consommer local. C'est dans ce sens que le «made in Cameroun» a été initié et tente tant bien que mal de se frayer un chemin. Pour les initiateurs, prôner le «made in Cameroun» c'est tenter de surpasser une

La suite à la page 20

CAMEROUN

La suite de la page 19



Au Cameroun, l'initiative "made in Cameroun" se fraie un chemin pour diversifier l'économie locale



La bataille du "consommons local" en Afrique est aussi lancée au au Sénégal

faiblesse de longue date de l'économie camerounaise, en diversifiant les activités au-delà de la vente de ressources primaires, tout en créant de l'emploi. Ce qui, a priori, n'est pas chose facile.

Les défis du "made in Cameroun"

Pour les entrepreneurs, le challenge du "consommer local" effectif par les populations reste grand. Du financement de l'achat des machines et des matières premières à des consommateurs prêts à consommer local mais méfiants sur la qualité de ce qui est produit chez eux, le défi reste énorme. Pour Jacqueline Tientcheu, présidente du Groupe Interprofessionnel des Entrepreneurs du Cameroun, citée par Africanews, «le plus dur, c'est le financement. Pour l'aspect financier, nous voudrions surtout travailler avec beaucoup d'organisations qui nous apportent des garanties, des fonds de garantie, pour pouvoir accompagner les entrepreneurs, les petites entreprises, à ne plus être stigmatisés», a-t-elle expliqué.

Tout porte à croire que de plus en plus de magasins portant l'étiquette «made in Cameroun» ont déjà ouvert dans plusieurs villes du pays. Les entrepreneurs espèrent, sans doute, que le "consommer local" sera une généralité dans le pays, dans quelques années.

A l'instar du Cameroun, c'est toute l'Afrique qui s'est lancée dans la bataille du "produisons et consommons local".

Line Rose

Environ 400 ménages maliens déplacés après les attaques meurtrières à Ouatagouna

Au Mali, la Commission d'enregistrement, mise en place par le service du développement social, de l'économie solaire et la mairie locale, a annoncé vendredi 13 août que 386 ménages se sont déplacés après l'attaque dimanche dernier des quatre villages de Ouatagouna au nord du pays.



Les attaques de Ouatagouna n'ont pas encore été revendiquées

Boubacar Diallo, président de la Commission d'enregistrement, a déclaré qu'après les attaques meurtrières qui ont fait 51 morts parmi les civils, la Commission avait enregistré 386 ménages venus de Ouatagouna et Karou, a rapporté l'Agence Anadolu.

La commission a précisé que «ces ménages sont logés, dans des familles d'accueil, à Ansongo». «En plus de ces déplacés, d'autres familles se sont réfugiées au Niger voisin dont nous aurons le nombre dans les heures à venir», a ajouté Diallo, cité par notre source.

En outre, le gouvernement a dépêché, jeudi 12 août, une délégation composée de six ministres, au chevet des familles des victimes. Le gouverneur de la région de Gao, le Général de Brigade, Moussa Traoré, a indiqué que la délégation du gouvernement a remis sur place la somme de 20 millions de francs CFA, soit près 36 mille dollars et 100 tonnes de céréales aux familles endeuillées.

Ce vendredi, une grande prière à la mémoire des victimes et pour une paix durable a été organisée à Gao en présence de la délégation ministérielle.

Les attaques de Ouatagouna n'ont encore été revendiquées par aucune partie ou organisation terroriste.

Lucien DAKISSAGA
(Stagiaire)

SANTÉ

Près de 5 milliards de doses de vaccins anti- Covid inoculées dans le monde



Photo d'illustration

Les résultats des campagnes de vaccination anti-Covid 19 dans le monde, ont dépassé les 4,62 milliards de doses inoculées, à la date du 13 août 2021.

L'Université d'Oxford, à travers son site Web "Ourworlddindata.org" a indiqué que la Chine s'est classée au premier rang mondial, avec plus de 1,83 milliards de doses, suivie par l'Inde avec 523 670 000 de doses et les Etats-Unis avec 353 860 000 doses, a rapporté l'Agence Anadolu. Le trio est suivi par le Brésil avec 160 060 000 de doses et le Japon avec 108 180 000 de doses inoculées.

L'Allemagne a occupé le sixième rang du classement, avec 96 850 000 doses, puis la Grande-Bretagne avec plus de 87 millions de doses. Quant à la Turquie, le pays s'est classé au huitième rang mondial, avec plus de 82 millions de doses.

Selon le site Web «Worldometers», cité par l'Agence Anadolu, le nombre de personnes infectées par le coronavirus dans le monde, à la date du 13 août 2021 a dépassé les 206 438 000 cas, dont plus de 4 352 000 décès, avec plus de 185 262 000 cas de rémission.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

La CEDEAO veut réglementer l'orpaillage en Afrique de l'ouest

L'Afrique de l'Ouest est l'une des régions les plus riches en or du continent noir. Cependant, l'orpaillage artisanal, souvent clandestin, y est beaucoup pratiqué, avec beaucoup d'inconvénients. C'est dans ce sens que la CEDEAO entend encadrer le secteur. A cet effet, une réglementation communautaire sera proposée aux instances de l'organisation en 2022.

En Afrique de l'ouest, environ 10% de la population vit de l'orpaillage artisanal d'où provient également plus de la moitié de l'or produit dans ladite région. La plupart du temps clandestin, l'orpaillage artisanal est souvent source de problèmes et d'importants risques. A en croire Sediko Douka, le commissaire de la Cedeao en charge des Mines et de l'Énergie, cité par rfi, l'orpaillage a beaucoup de défis. Il a évoqué notamment les

La suite à la page 23

La suite de la page 22



La Cedeao veut encadrer et réglementer l'orpaillage en Afrique de l'ouest

pertes de recettes fiscales, ses impacts sur l'environnement et l'écosystème mais aussi l'aspect social et sécuritaire. Pour lui, le terrorisme tire une partie de ses ressources dans l'orpaillage. D'où le souhait de la Cedeao d'encadrer le secteur.

Vers une réglementation de l'orpaillage

Certes la Cedeao veut encadrer et réglementer le secteur de l'orpaillage en Afrique de l'ouest, mais il ne s'agit pas de «couper la manche" à ses milliers de personnes qui vivent de cela. Il est particulièrement question d'harmoniser l'ensemble sous-régional et de mieux réguler le commerce de l'or, en diminuant les fraudes. Pour y parvenir, l'institution s'appuie sur l'expérience de certains pays comme le Ghana, le Mali et le Burkina Faso, afin d'en tirer les bonnes pratiques. Selon Sediko Douka, au Burkina Faso comme au Mali, les Chambres de commerce et les agences en charge du secteur de l'orpaillage ont commencé à regrouper les orpailleurs en coopératives et à délimiter des couloirs où les creuseurs peuvent travailler, en respectant les règles de sécurité. Ces politiques s'accompagnent d'incitations fiscales et d'aides à la mécanisation des petites mines. Une réglementation communautaire sera proposée aux instances de la Cédéao l'an prochain. Sediko Douka souhaite son adoption par les 15 pays membres, avant fin mars 2022.

Line Rose

Haïti en deuil Au moins 700 morts suite au séisme

Ce samedi 14 août 2021 dans la matinée, Haïti a été victime d'un séisme. Dimanche soir le bilan provisoire fait état de plus de 700 morts et Plusieurs centaines de blessés alors que les recherches continuent et un élan de solidarité internationale se met en place pour venir en aide aux populations dans le sud-ouest de l'île durement touché.

Un séisme de magnitude 7,2 a secoué Haïti le samedi 14 août , causant au moins 724 morts et 2800 de blessés selon un bilan provisoire annoncé dans un communiqué cité par France 24. Les recherches continuent et on note des centaines de blessés et de disparus dans le sud-ouest de l'île, a annoncé la protection civile haïtienne citée par VOA. Églises, commerces, maisons..., bon nombre de bâtiments se sont effondrés

La suite à la page 24

La suite de la page 23



Légende : Les habitants se sont mobilisés pour secourir des victimes blessées dans l'effondrement des édifices

lors de la puissante secousse qui a piégé des centaines d'habitants sous des dalles de béton. Le chef du gouvernement, selon VOA qui a survolé en hélicoptère les zones les plus affectées samedi après-midi, a annoncé que l'état d'urgence avait été déclaré pour un mois sur les quatre départements affectés par la catastrophe. Dimanche 15 août, au lendemain du séisme,les recherches se poursuivaient pour retrouver des survivants tandis que l'aide internationale s'organise pour venir en aide à l'île.

Solidarité étrangère

Le président américain, Joe Biden, a offert l'assistance «immédiate» des États-Unis. Il a chargé la directrice de l'agence américaine d'aide internationale (USAID), Samantha Powers, de coordonner cet effort. La République Dominicaine, voisine de Haïti sur la même île, a annoncé l'envoi de 10 000 rations d'urgence et des équipements médicaux. Le Mexique, le Pérou, l'Argentine, le Chili et le Venezuela ont également proposé leur aide, tout comme l'Équateur qui dépêche une équipe de 34 sapeurs pompiers pour participer aux recherches, rapporte France 24. Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a assuré les Haïtiens qu'ils pouvaient «compter sur l'aide de l'Espagne». Il faut noter que les 253 médecins cubains présents dans le pays pour coopérer dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 adaptaient un hôpital de Port-au-Prince pour recevoir des blessés. En rappel, un séisme a frappé Haïti le 12 janvier 2010. Plus de 200 000 personnes avaient été tuées et plus de 300 000 autres avaient été blessées lors de la catastrophe.

Oumou Konaté

ZAMBIE

Présidentielle : L'opposition appelle le président Lungu à concéder la défaite

L'opposition zambienne a appelé ce dimanche 15 août 2021 le président sortant Edgar Lungu à accepter la défaite, alors que les résultats partiels de l'élection présidentielle donnent une nette avance à son opposant de toujours, Hakainde Hichilema.



"La victoire est en vue et j'aimerais demander le calme à nos membres et à nos partisans" a martelé l'opposant principal

«Nous vous demandons d'agir en homme d'Etat, en concédant rapidement à votre frère Hakainde Hichilema, pour que le processus de passation de pouvoir et de réconciliation de ce pays puisse commencer», a déclaré a Africanews Charles Melupi, représentant d'une alliance de dix partis d'opposition avec l'UPND, parti d'Hichilema. Les résultats provisoires de près d'une centaine de circonscriptions sur les 165 donnent une large avance à Hichilema, vainqueur contre Edgar Lungu, le président sortant. Samedi soir, la présidence a annoncé que le parti au pouvoir, le Front patriotique (PF), réfléchissait à des recours possibles dans trois provinces traditionnellement acquises à l'opposition, estimant que le vote y avait été «caractérisé par des violences», rendant «l'exercice nul». Charles Melupi cité par notre source, a estimé que ces accusations sont «non fondées», affirmant que s'il y avait eu des tensions dans quelques bureaux de vote, c'était plutôt parce que «des citoyens ordinaires avaient réagi contre vos responsables du PF qui tentaient de faire des choses illégales». Lors de ce point-presse, il a appelé la Commission électorale à accélérer l'annonce des résultats du dépouillement, qui peut encore se prolonger jusqu'à lundi matin. Évoquant le caractère fragmentaire de ces annonces de résultats, il a rappelé que «par le passé, cela a donné l'occasion à ceux qui veulent manipuler les résultats de le faire, comme en 2016». Lors de ces consultations Hichilema avait perdu à un peu plus de 100 000 voix d'écart face à Lungu.

Oumou Konaté

BURKINA FASO

Assises nationales sur l'éducation au Burkina La CNSE rejette le document de base et prépare sa participation

A travers un communiqué signé de ses 15 structures membres, daté du 12 août dernier, la Coordination nationale des syndicats de l'éducation (CNSE) a annoncé sa non-participation à l'atelier de validation du document de base des Assises nationales sur l'éducation, du 4 au 6 août. Toutefois, le regroupement de syndicats prépare sa participation aux assises nationales sur l'éducation. Nous vous proposons in extenso le communiqué de la CNSE.

LA COORDINATION NATIONALE DES SYNDICATS DE L'EDUCATION

FESEB, F-SYNTER, SATEB, SNEA-B, SNEP, SNESS, SPESS, SYNAPAGER, SYNATEB, SYNTAS, SYNAVS, SYNATRAS, SYNAPEP, STAGE, SYNATRENF

Communiqué de presse de la Coordination nationale des Syndicats de l'Education (CNSE) relatif aux assises nationales sur l'éducation.

Le lundi 02 août 2021, la CNSE a reçu une correspondance du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, l'invitant à désigner six (06) représentants pour prendre part à un atelier de validation du document de base des assises nationales sur l'éducation, d'un volume de 178 pages, prévu du 4 au 6 août 2021.

En se fondant sur ses principes fondamentaux de fonctionnement dont l'élément cardinal est le consensus, elle a mené une consultation en son sein qui a débouché sur la non-participation de la CNSE aux travaux dudit atelier. Cette prise de décision, fruit d'une vision partagée des quinze membres de la CNSE ne saurait être attribuée à l'œuvre individuelle d'une quelconque structure syndicale. Par conséquent, la CNSE rassure ses militants qu'elle constitue un tout et non un regroupement de pôles syndicaux.

Pour ces assises nationales qui, de notre point de vue, doivent constituer un moment de débats francs pour une recherche de solutions appropriées aux problèmes qui minent l'éducation dans notre pays, la CNSE se refuse de servir de faire valoir. C'est pourquoi, une délégation conduite par le Coordonnateur est allée porter cette décision à l'ouverture des travaux et s'en est retournée.

Cette position juste liée notamment au délai étriqué de réception de l'invitation ne traduit pas une décision définitive de non-participation à l'ensemble du processus sur les assises. En outre, au regard de l'enjeu de ce qui sera au centre de ces assises, la Coordination a adressé une correspondance au Ministre de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales lui demandant de prendre les

Scanné avec CamScanner

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Zimbabwe : 120 tonnes de bois et 3 000 sacs de charbon saisis



Une équipe multitâche dirigée par la Commission des forêts a confisqué de grandes quantités de bois de chauffage et de charbon de bois, dans le cadre d'un blitz à l'échelle nationale pour freiner la déforestation et le commerce illicite de bois et de charbon de bois, a rapporté Allafrica. La commission a indiqué que plus de 120 tonnes de bois de chauffage et environ 3 000 sacs de charbon de bois avaient été saisis depuis le début du blitz, en début août, selon notre source. Le Zimbabwe perd environ 60 millions d'arbres, soit quelque 330 000 hectares de forêts par an, a-t-elle ajouté. Sur ce chiffre, environ 262 000 hectares sont des forêts indigènes.

Congo Brazzaville: Raymond Malonga libéré après six mois de détention



Le journaliste Raymond Malonga a été libéré, le mercredi 11 août dernier, après avoir purgé sa peine, a rapporté le Journal de Brazza.com. Raymond Malonga, le directeur de l'hebdomadaire satirique indépendant, Sel-Piment, a été accueilli à sa sortie de prison, par des membres de sa famille, ainsi que par quelques responsables d'ONG de défense des droits humains. Arrêté sur son lit d'hôpital en février dernier, Raymond a été jugé et condamné à six mois d'emprisonnement ferme et à une amende 30 millions de FCFA (45 000 euros), pour avoir diffamé l'épouse d'un dignitaire du pouvoir.

Tendance à la baisse de la prévalence du tabagisme au Botswana



Le huitième rapport, récemment publié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur l'épidémie mondiale de tabagisme, a montré, que le Botswana a fait des progrès dans la réduction de la prévalence du tabagisme, a indiqué le site Sunday Standard. Selon ledit rapport, on constate une baisse de 2 % par rapport au dernier rapport de l'OMS sur l'épidémie de tabagisme qui a été lancé en 2019 et qui montrait que la prévalence quotidienne du tabagisme chez les adultes était de 15 %. Le rapport 2021 de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme est le huitième d'une série de rapports de l'OMS qui suivent l'état de l'épidémie de tabagisme et les interventions pour la combattre.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Zimbabwe :ouverture des églises uniquement pour les fidèles vaccinés



Le gouvernement zimbabwéen a approuvé la réouverture des églises, mais uniquement pour les fidèles entièrement vaccinés, a indiqué Allafrica. Il a également envoyé des équipes pour évaluer la possibilité de rouvrir les écoles tandis que les hôtels ont été autorisés à acheter des vaccins pour leurs employés dans le cadre d'une série de mesures destinées à faciliter le verrouillage actuel de Covid-19. Les enseignants ont récemment déclaré, que beaucoup d'entre eux ne sont pas préparés psychologiquement à retourner au travail, car la plupart d'entre eux n'avaient pas été vaccinés, a rapporté notre source. Ils ont déclaré que la réouverture des écoles, dans les circonstances actuelles, équivalait à les condamner, ainsi que les apprenants à mort.

Tunisie : Le Gouverneur de Bizerte demit de ses fonctions



Le président de la République, Kaïs Saïed, a émis , le 12 août 2021, un décret présidentiel mettant fin aux fonctions du Gouverneur de Bizerte, Mohamed Gouider. Il a également émis un décret présidentiel portant nomination de Samir Abdellaoui, en tant que gouverneur de Bizerte, a rapporté Tunisie Numérique. Abdellaoui a prêté serment, le même soir, devant le Chef de l'Etat, conformément à l'article n°89 de la Constitution, a précisé notre source.

Soudan: des réticences au transfert d'Omar Béchir à la CPI ?



Selon RFI, le Soudan et la Cour pénale internationale (CPI) ont signé, le jeudi 12 août 2021, à Khartoum un accord de coopération qui pourrait ouvrir la voie à la remise du président déchu Omar el-Béchir et de ses collaborateurs; à ce tribunal. Karim Khan, procureur général de la CPI a indiqué que ce nouveau protocole d'accord, signé avec le gouvernement soudanais, devrait inclure toute les personnes contre lesquelles des mandats d'arrêts ont été émis par la CPI.

Turquie-Soudan : vers l'objectif d'un volume commercial de plus 2 milliards de dollars

Selon l'Agence Anadolu, le vice-président turc, Fuat Oktay et le général Abdulfettah Al-Burhani se sont réunis, le vendredi 13 août 2021, pour une réunion de concertation à Ankara, avec les hommes d'affaires et investisseurs. «Le volume commercial entre la Turquie et le Soudan peut facilement et rapidement atteindre les 2 milliards de dollars», a déclaré le général Abdulfettah Al-Burhan, président du Conseil de souveraineté du Soudan. Notre source a ajouté, qu'il a évoqué un passage d'une période de renfermement à une période d'ouverture au monde pour son pays et a également noté l'importance de la Turquie à l'égard de son pays.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA
-Abdoul Karim TAPSOBA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d' Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info